



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ N° 33 321-2

**portant modification de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2004 autorisant la société
Établissements Maurice THEAUD à exploiter un centre de tri-transit de déchets non
dangereux sur la commune de Gaël**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-46 et R. 122-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

Vu l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°33 321 du 13 janvier 2004 autorisant la société Établissements Maurice THEAUD, dont le siège social est situé route de Gaël à Saint-Méen-le-Grand, à exploiter au lieu-dit « Les Fontenelles » à Gaël un centre de tri-transit de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 33 321-1 du 11 avril 2016 portant mise à jour du classement et prescriptions complémentaires à l'établissement susvisé ;

Vu le porter à connaissance du 09 août 2022 complété notamment le 13 décembre 2022 et présenté par l'exploitant en vue de modifier les activités de l'établissement, notamment par l'abandon du tri de déchets issus de la collecte sélective ;

Vu le rapport et les propositions en date du 8 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier en date du 27 juillet 2023 par lequel l'exploitant est invité à formuler ses observations ;

Vu le courrier du 17 août 2023 par lequel l'exploitant a répondu ;

CONSIDÉRANT que la modification objet du porter à connaissance n'entre pas dans les cas prévus à l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification objet du porter à connaissance n'est pas de nature à modifier de façon substantielles les impacts, nuisances et risques présentés par l'établissement ;

CONSIDÉRANT en conséquence que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées nécessitent toutefois de modifier les conditions d'autorisation de l'établissement, notamment en ce qui concerne le classement des installations, la liste des déchets admis et l'agencement des activités ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1er : Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral n°33 321 du 13 janvier 2004 modifié autorisant la société Établissements Maurice THEAUD, dont le siège social est situé route de Gaël à Saint-Méen-le-Grand à exploiter au lieu-dit « Les Fontenelles » à Gaël un établissement de tri-transit et traitement de déchets non dangereux est modifié selon les termes du présent arrêté.

Les dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Article 2 : Classement des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de rubrique	Nature de l'activité	Niveau maximal d'activité	Régime
2791	Traitement de déchets non dangereux Broyage de déchets, dont déchets d'ameublement et de bois	250 t/j concasseur de 25 t/h	A
2714	Tri-transit de déchets non dangereux (bois, papier, plastique)	16 000 m ³	E
2716	Tri-transit de déchets non-dangereux et non-inertes Déchets d'ameublements	4 000 m ³	E
2713	Tri-transit de métaux	150 m ²	D
2715	Tri-transit de verre	1 500 m ³	D

Régime : A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

Article 3 : Déchets admis

Seuls les déchets figurant dans l'annexe I du présent arrêté sont admis dans l'établissement.

Article 4 : Implantation des installations

Les installations sont implantées conformément au schéma annexé au présent arrêté (annexe II).

Article 5 : Stockages en vrac

L'exploitant dispose en permanence des moyens nécessaires à la mesure du volume des différents stockages de déchets en vrac réalisés dans l'établissement.

Les dimensions et emplacements des stockages en vrac de déchets permettent de prévenir le risque de propagation d'un départ de feu, en tenant compte d'écrans le cas échéant, et de garantir leur accessibilité aux services de secours d'incendie et leur stabilité.

Article 6 : Bruit

Les mesures de bruit prévues à l'article 47 de l'arrêté préfectoral n°33 321 du 13 janvier 2004 susvisé sont réalisées lorsque le broyeur est en fonctionnement, sauf conditions plus défavorables.

Article 7 : Poussières

L'exploitant met en œuvre des dispositions, notamment une surveillance et, si nécessaire, l'utilisation de dispositifs de brumisation, pour prévenir les envols, notamment lors des opérations de chargement / déchargement de déchets ou de broyage.

Article 8 : Optimisation des consommations d'eau

L'eau destinée aux dispositifs de réduction des poussières provient du bassin de récupération des eaux pluviales.

Article 9 : Protection contre l'incendie

Les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n°33 321 du 13 janvier 2004 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations ainsi que les aires et voies de circulation sont conçues et entretenues de manière à permettre à tout moment un accès rapide et facile aux engins des services de secours et d'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
- d'une ou plusieurs réserves d'eau incendie d'un volume cumulé minimal de 480 m³, dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence et dont les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter pour fournir un débit de 60 m³/h.
- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables. Le système de détection automatique n'est exigible qu'à compter du 30 juin 2024 ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Les réserves d'eau incendie, leur nombre, leur disposition et leurs équipements sont définis en accord avec les services d'incendie et de secours et sont réceptionnés dans les six mois suivant leur mise en service.

Les moyens visés au présent article sont conformes aux référentiels en vigueur. Le personnel de l'établissement est formé et entraîné régulièrement à leur utilisation.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. »

Article 10 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2. susvisés.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 11 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

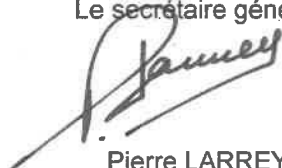
- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gaël et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Gaël et à la société THÉAUD.

Fait à Rennes, le **31 OCT. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over a horizontal line.

Pierre LARREY

Annexe I à l'arrêté du XXXX

Déchets admis dans l'établissement

Code	Catégorie	Libellé générique
15 01 01	Emballages en papier/carton	Carton industriel
15 01 02	Emballages en matières plastiques	Film 90-10
15 01 03	Emballages en bois	Palettes
15 01 04	Emballages métalliques	Emballages métalliques
15 01 06	Emballages en mélange	EECT mélange
15 01 07	Emballages en verre	Verre industriel
16 02 13*	Équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (3) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	D3E dangereux
16 02 14	Équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13	D3E non dangereux
16 02 15*	Composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	Composant de D3E dangereux
16 02 16	Composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15	Composant de D3E
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	Gravats en mélange
17 02 01	Bois	Bois de construction / démolition
17 02 03	Matières plastiques	PVC souple (LINO)
17 04 02	Aluminium	Aluminium
17 04 05	Fer et acier	Ferraille (platin)
17 04 07	Métaux en mélange	Métaux en mélange
17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	DIB / Panneaux sandwich
17 08 02	matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01	Placo, plaques de plâtre
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	Gravats en mélange
20 01 01	Papier et carton	Papier collectivité
20 01 02	Verre	Verre
20 01 36	Équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	D3E non dangereux collectivités
20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37	Bois provenance déchetterie, ...
20 03 03	Déchets de nettoyage des rues	Balayure
20 03 07	Déchets encombrants	DEA en mélange
20 01 35*	Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	D3E dangereux collectivités

Annexe II à l'arrêté du XXXX Schéma d'implantation des installations

